

1 JUL. 2005

01.07.05	-A/35325
in	

Bruxelles, le 30 JUIN 2005

Nos réf. : CB/vb/29/06/2005-091-S-MUE

Monsieur Marc VAN HOOF

Directeur général

D.G. Concurrence

Commission européenne

Rue de la Loi, 200

1049 BRUXELLES

HT 326

Monsieur le Directeur général,
Cher Marc,

La Commission vient de proposer un plan d'action en vue d'une révision éventuelle de certains régimes d'aides d'Etat.

Il est ainsi question d'inscrire éventuellement les aides au cinéma dans un régime d'exemption par catégorie.

Actuellement, le secteur vit sous l'empire d'une communication ad hoc proposée en 2001, prolongée en 2003 jusqu'en 2007.

De manière générale le secteur professionnel européen est satisfait de ce régime et se pose des questions sur un éventuel changement; ces questions nous les faisons nôtres.

Tu trouveras en annexe les principales interrogations que nous avons formulées au sein d'un groupe constitué autour du Secrétaire général, Henry INGBERG composé de Jeanne BRUNFAUT sa collaboratrice sectorielle, Ariane JOACKIMOWICZ, notre fidèle avocate et de moi-même.

Ces trois dernières personnes souhaiterions pouvoir te rencontrer afin d'examiner de manière informelle les avantages et inconvénients du système mais aussi la marge de manœuvre qu'auraient les uns et les autres pour créer un système propre à ce secteur et tenant compte de ses spécificités.

Commissariat général aux Relations internationales
de la Communauté française de Belgique

2, place Sainctelette - B-1080 Bruxelles - BELGIQUE

Tél. : (32.2) 421 82 11 - Télécopieur : (32.2) 421 87 87

Adresse électronique : cgri@cgri.cfwb.be - Site : <http://www.wbri.be>

Je ne manquerai pas de reprendre contact dans les prochains jours afin d'examiner nos disponibilités respectives.

Je te prie de croire, Monsieur le Directeur général, Cher Marc, à l'assurance de mes salutations respectueuses et amicales.



Christian BOURGOIGNIE,
Directeur du Département
Intégration européenne

Cinéma : quelques questions-clés en matière d'aide d'Etat :

Peut-on imaginer, en pratique, la coexistence d'un régime d'exemption - bloc et de lignes directrices applicables en matière cinéma ?

Quels sont les contraintes administratives applicables dans le cadre des procédures d'exemption en bloc ? Sont-elles vraiment moins lourdes que dans le cadre d'une notification individuelle ?

Si l'on établit un règlement d'exemption par catégorie, est-il vrai que la Commission dispose d'un pouvoir quasi-discrétionnaire pour fixer les critères d'exemption ?

Dans les critères de l'exemption, doit-on tenir compte de l'effet cumulé des aides européennes et nationales ?

Peut-on imaginer que les critères de la communication relative à l'aide au cinéma, en vigueur actuellement, se retrouvent dans un règlement d'exemption en bloc ?